

DÉCLARATION LIMINAIRE

Déclaration liminaire de la CFDT Éducation Formation Recherche Publiques Alsace au CSA du Haut-Rhin.

Monsieur l'inspecteur d'académie, mesdames et messieurs les membres du CSA du Haut-Rhin.

La CFDT Éducation Formation Recherche Publiques Alsace souhaite, en ouverture de cette instance, rappeler son engagement constant pour un service public d'éducation laïc, inclusif et émancipateur de qualité.

Nous tenons également à exprimer notre profonde inquiétude quant à l'état de notre système éducatif, affaibli par des années de réformes précipitées qui repose entièrement sur l'engagement de ses agents et par l'absence de politique ambitieuse pour les enfants et les jeunes de notre pays.

L'éducation nationale traverse une crise profonde. La pénurie d'enseignants s'aggrave. Les concours ne font plus le plein, les postes restent vacants, les contractuels se multiplient. Le métier n'attire plus.

Pour la CFDT, l'absence de perspectives claires, la dégradation des conditions de travail, la perte de sens, épuisent nos collègues.

Concernant les salaires, la CFDT ne peut se satisfaire des quelques propositions présentées par le ministère concernant l'avancée des carrières des agents de la classe normale.

Notre organisation continue de revendiquer un plan pluriannuel de revalorisation permettant des perspectives salariales pour toutes les agentes et agents quelle que soit leur situation de carrière.

La CFDT rappelle également son opposition à toutes les mesures aussi injustes que celles de la baisse de rémunération pendant les congés pour raison de santé et la suppression de la GIPA. Nous revendiquons toujours le triplement de l'Isae et des indemnités correspondantes pour atteindre 3600 € par an. Cela n'excluant pas les demandes de revalorisation du point d'indice du côté du ministère de la Fonction publique, portées par la CFDT fonction publique.

Concernant la dégradation des conditions de travail et la perte de sens pour nos collègues, la CFDT milite pour des changements qui permettent aux écoles de répondre aux enjeux et aux problématiques actuelles. Les enseignants et enseignantes sont souvent trop seul.e.s dans leurs écoles. Pour la CFDT, il faut donner la main aux équipes sur le terrain, dans les écoles et les circonscriptions. La verticalité des prises de décisions et les injonctions ministérielles entre en contradiction avec des dispositifs qui nous paraissent intéressants comme les évaluations d'école et l'élaboration du projet d'école qui en découle.

Les nouveaux programmes et leurs mises en œuvre à la rentrée 2025 est le parfait exemple d'une décision en mode « l'intendance suivra » qu'à la CFDT nous ne voulons plus voir, tant elle fait de mal aux personnels. Une décision imposée du ministère, sans cohérence avec les choix adoptés localement, sans s'occuper de la faisabilité, ni de l'impact sur les conditions de travail des enseignants et enseignantes, des directeurs et directrices ou des équipes de circonscription, et sans respect pour leur travail.

Pour la CFDT, l'école ne peut être réduite à une logique de performance et de chiffres. Elle est un lieu d'apprentissage, mais aussi un lieu de construction humaine, d'émancipation et de justice sociale.

Pour la CFDT les réformes doivent se construire avec et non contre les acteurs de terrain. Nous y serons vigilants et nous resterons engagés pour l'ensemble des personnels de l'éducation nationale.